



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 781

Texte de la question

FINANCES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. Philippe Vigier, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Vigier. Monsieur le Premier ministre, vous êtes aux responsabilités depuis près d'un an et vous ne cessez de parler de l'héritage. Aujourd'hui, nous vous demandons un droit d'inventaire.

Plusieurs députés du groupe SRC. Et vous, après dix ans ?

M. Philippe Vigier. Vous aviez promis de renégocier le traité européen. Or c'est le même texte qui a été adopté, et vos ministres se répandent chaque jour dans la presse pour vous demander de changer de politique européenne.

M. Gérard Darmanin. Montebourg !

M. Philippe Vigier. Vous aviez promis qu'il n'y aurait pas de hausse d'impôts en 2014. Qu'en est-il ? Il manque 20 milliards d'euros pour boucler le budget 2014. Les Français vont encore payer 6 milliards d'impôts nouveaux. Vous aviez promis de ne pas attendre la croissance, mais de la stimuler, François Hollande parlait même de 1,7 % de croissance en 2013. Elle ne sera que de 0,1 %.

M. Bernard Deflesselles. Et encore !

M. Philippe Vigier. C'est-à-dire dix-sept fois moins. Même votre ami Didier Migaud n'y croit plus.

M. Gérard Darmanin. Eh oui !

M. Philippe Vigier. Vous aviez promis un déficit public de 3 % en 2013. Ce chiffre ne sera pas respecté et vous n'atteindrez pas l'équilibre des finances publiques en 2017. (*" Eh oui ! " sur les bancs des groupes UDI et UMP.*) Vous aviez promis d'inverser la courbe du chômage d'ici à la fin de l'année. Qui peut vous croire,...

M. Bernard Deflesselles. Personne !

M. Philippe Vigier. ...alors que les décisions prises entraînent la destruction de centaines de milliers d'emplois dans le bâtiment, le logement, les services à la personne ?

Vous aviez promis une loi pour sauver les usines. Qui, aujourd'hui, à Florange, Petroplus, Heuliez, PSA croit encore en vous ?

M. Pierre Lellouche. Personne !

M. Philippe Vigier. Vous aviez promis de donner du pouvoir d'achat aux Français. Vous êtes responsable d'une baisse sans précédent du pouvoir d'achat, notamment avec la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires pour neuf millions de Français. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Vous aviez promis une France apaisée, elle est aujourd'hui divisée.

Vous aviez promis une République exemplaire, elle est aujourd'hui délétère. Les Français rejettent votre politique. Alors, monsieur le Premier ministre, quand allez-vous reconnaître vos erreurs et changer de politique ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget.

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué chargé du budget*. Monsieur le député, vous nous interrogez, vous aussi, sur la trajectoire des finances publiques.

M. Bernard Deflesselles. Sur tout ! Notamment sur vos promesses.

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. Vous le faites avec un esprit de nuance que je veux saluer (*Sourires sur les bancs du groupe SRC*), qui ne ressemble pas, d'ailleurs, à celui qu'est censée porter votre famille

politique, dont j'ai cru comprendre qu'elle était parfaitement au centre. (*Exclamations sur les bancs du groupe UDI.*) Mais elle n'est pas au centre de la rigueur dans l'analyse de la situation budgétaire et économique.

M. Bernard Deflesselles. Et vos promesses ?

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. Monsieur Vigier, vous qui vous préoccupez de la situation du chômage, je vous rappelle qu'au cours des cinq dernières années, vous avez soutenu un gouvernement qui a créé 700 000 chômeurs de plus. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Pendant cinq ans, vous avez soutenu un gouvernement qui a laissé la dette doubler (*Mêmes mouvements*), et les dépenses déraiper de 2,3 % entre 2002 et 2007 et de 1,7 % entre 2007 et 2012. Eh bien, le gouvernement que vous avez en face de vous, c'est le gouvernement de la maîtrise des dépenses publiques. (*Vives exclamations et rires sur les bancs des groupes UMP et UDI.*) Parce que l'évolution des dépenses publiques est de 0,7 % cette année, soit quatre fois moins que lorsque vous étiez en situation de responsabilité. (*Vives exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

La dépense de l'État a diminué de 300 millions d'euros cette année. Citez-moi une année, lorsque vous gouverniez, où la dépense publique a été maîtrisée à ce point ! (*Mêmes mouvements.*)

Le déficit structurel a diminué de 1,2 % l'an dernier et diminuera de 1,8 % cette année et de 1 % l'an prochain. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*) Pouvez-vous citer une année où vous auriez affiché un tel résultat lorsque vous étiez aux responsabilités ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Nous sommes déterminés à créer les conditions du rétablissement des comptes publics. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Et ce ne sont pas vos opérations d'enfumage hebdomadaires qui nous empêcheront de le faire. À la fin du quinquennat, nous aurons réussi ce que vous n'avez pas réussi à faire, c'est-à-dire le redressement des comptes publics. (*De nombreux députés du groupe SRC et écologiste se lèvent et applaudissent vivement. - Vives exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vigier](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 781

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 avril 2013](#)